

COMPROMIS QUÉBEC-OTTAWA

Bourassa clôturera le Sommet de Paris et proposera le prochain pour Québec

GILLES LESAGE

QUÉBEC — Québec et Ottawa en sont finalement arrivés à un compromis quant à la participation des deux chefs de gouvernement aux séances publiques du premier Sommet de la francophonie, dans deux semaines, à Paris.

C'est du moins ce que LE DEVOIR a appris hier, de sources bien informées.

Le premier ministre du Canada sera l'un des cinq intervenants à la séance inaugurale du lundi 17. M. Brian Mulroney parlera au nom de la francophonie nord-américaine, y inclus le Québec.

Le premier ministre du Québec sera, pour sa part, l'un des trois intervenants à la seule autre séance publique, celle de clôture, deux jours plus tard. M. Robert Bourassa invitera alors, s'il y a consensus à cet égard, la quarantaine de pays et de gouvernements représentés; à tenir le deuxième Sommet à Québec même, dans deux ou trois ans. Cette intervention finale aura d'autant plus de relief que, durant deux jours, les délibérations se feront à huis clos.

C'est du moins le compromis que les représentants du Québec et du Canada proposeront demain à leurs collègues de la quinzaine de pays responsables de la préparation du Sommet (les sherpas, comme on les

appelle en jargon diplomatique), qui passent la majeure partie de cette semaine au Canada. Hier, ce groupe de travail, dont fait partie l'ambassadeur Leprette, représentant du président Mitterrand et président du comité préparatoire, a séjourné à Québec et a été reçu en soirée par M. Bourassa, au Château Frontenac. Aujourd'hui, ils sont à Ottawa, les hôtes de M. Mulroney. Demain et jeudi, ils tiennent des séances de travail, à huis-clos, à Montréal, où ils prendront les décisions concernant les deux séances inaugurales, l'ordre du jour et le suivi du Sommet.

M. Bourassa avait lui-même évoqué la possibilité de ce compromis, mercredi dernier. Des discussions intensives ont eu lieu à cet égard entre les deux gouvernements, chacun prenant bien de ne pas envenimer la situation et aucun ne voulant porter ombrage à la réussite d'un événement international dont il est question depuis vingt ans.

Selon nos informations, le compromis politique s'est fait de façon relativement rapide. Ce serait au niveau

des fonctionnaires que les choses auraient quelque peu accroché. Tant à Paris que dans les deux capitales canadiennes, fait-on valoir, il y a un certain nombre de personnes qui ont peine à s'adapter à la situation nouvelle qui prévaut à Ottawa depuis septembre 1984, ou au changement de gouvernement qui a eu lieu à Québec, il y a deux mois à peine. Sur ce point précis, dit-on encore, il y a des fonctionnaires québécois qui en sont encore à faire « la guerre de l'indépendance », en dépit du référendum de mai 1980 et en dépit de l'élection toute récente d'un gouvernement fédéraliste, « confédéral », selon le mot d'un ministre.

Hormis ce point de friction en voie de règlement, les discussions entre les deux gouvernements vont bon train et on ne signale pas d'accrochage majeur. Au contraire, ils s'entendent pour que le Sommet débouche sur des décisions concrètes, concernant, entre autres sujets, la défense et l'illustration de la langue française, mais aussi la coopération et le développement économique. L'on s'entend aussi pour que le suivi du Sommet soit assuré par une petite équipe, en attendant que l'Agence de coopération culturelle et technique soit revivifiée.

Rencontrant la presse en début de soirée, M. Bourassa a dit qu'il avait le choix entre une courte allocution à la séance inaugurale (avec plusieurs autres) ou une autre à la fin. Il se contente de laisser entendre qu'il a choisi cette dernière, ce qui lui permettra d'inviter ses homologues à Québec, à une date à déterminer. Il estime que ses chances sont excellentes à cet égard.

M. Bourassa est satisfait de ce que le Québec effectuera à Paris une exceptionnelle percée diplomatique, un précédent. C'est la première fois, dit-il, que des États fédérés (le Nouveau-Brunswick en sera aussi) ont une telle tribune internationale. Il lui importe surtout qu'elle ait des suites concrètes pour le Québec, dont le rôle politique n'a aucune commune mesure avec celui de la province voisine, même si leur statut juridique est semblable. C'est du droit nouveau, un autre pas en avant.

Il nie qu'il y ait conflit avec Ottawa, uniquement des discussions normales dans les circonstances. Il veut profiter du Sommet pour consolider et approfondir les relations du Québec avec les autres pays francophones, surtout sur le plan éco-

nomique.

À ses invités, par la suite, le premier ministre a fait valoir que « le Québec a toujours été et il demeure le point d'appui du fait français au Canada. C'est pourquoi, pour lui-même et avec les autres communautés francophones du pays, il tient absolument à maintenir et à développer ses relations avec l'ensemble des pays francophones. »

À ses yeux, le Sommet a le devoir d'innover et de réussir en donnant à ses travaux un tour résolument concret. Les quelque 40 participants (même la Suisse y aura un observateur) sont unis et réunis par une volonté ardente de coopération novatrice, par un souci de complémentarité et par l'usage commun d'une langue de grande diffusion. « Pour nous, ajoute M. Bourassa, la francophonie doit être efficace, moderne et généreuse, enracinée dans le vécu quotidien et résolument ouverte sur l'avenir, soucieuse de s'attaquer résolument aux problèmes immédiats et souvent aigus de santé, d'éducation, de communications et d'économie. Tous les secteurs de l'activité humaine sont de plus en plus étroitement liés. Et le développement n'est vraiment possible sans, d'abord, une économie saine et prospère. »

« Le Québec, ajoute M. Bourassa, éprouve le besoin et la nécessité du développement d'une coopération intense entre les divers pays partiellement ou entièrement de langue française et, ultérieurement, le besoin de l'édification d'une véritable communauté francophone... Le Québec est une société développée qui partage très largement les valeurs du continent nordaméricain et qui contribue d'une manière significative au progrès et au développement de la réalité canadienne. Le Québec se fait donc, sur ce continent et à l'intérieur du Canada, en demeurant profondément attaché à son histoire, à ses institutions et à sa réalité culturelle et linguistique propre. »

Samedi, d'autre part, dans une entrevue au *Soleil*, le premier ministre a dit qu'il avait fait preuve de souplesse pour éviter que le premier Sommet soit retardé ou n'ait pas de suites. « J'ai une responsabilité comme francophone. Déjà, le Sommet de Paris a été longtemps retardé à cause du fameux triangle Paris-Ottawa-Québec. Si j'adoptais une attitude rigide et intransigeante, il n'y aurait peut-être pas d'autre Sommet. Alors je suis bien obligé de faire preuve de flexibilité. J'aurais pu dire à Mulroney : Si je ne parle pas à l'ouverture, je n'y vais pas, j'envoie Rémiillard (ministre des Relations internationales). Ça ferait une belle manchette, mais on n'aurait aucune chance d'avoir un Sommet à Québec, dans deux ans. »

« Si, poursuit M. Bourassa, les chefs d'État qui parleront au début représentent chaque continent, on comprend la position fédérale de vouloir représenter les francophones d'Amérique. Si nous avons une formule qui permet au premier ministre du Québec de parler à la séance de clôture avec un rôle particulier qui pourrait être relié à un deuxième Sommet, c'est acceptable pour le Québec... Ce qui est important, c'est d'avoir le deuxième Sommet à Qué-